



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Service interministériel d'animation territoriale

Bureau de l'environnement

Arrêté n° 41-2025-02-11-00002

modifiant l'arrêté préfectoral n° 41-2009-191-5 du 10 juillet 2009 autorisant l'exploitation d'une station de transit de DIB et modifiant les prescriptions des activités autorisées et exercées par les établissements MENUT situés 21, rue Jacques Cœur à Saint-Ouen.

Le Préfet de Loir-et-Cher,

Vu le code de l'environnement, en particulier son titre 1^{er} du livre V ;

Vu le code de la santé publique, en particulier ses articles R. 1416-1 à R. 1416-5 ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Xavier PELLETIER en qualité de préfet de Loir-et-Cher ;

Vu le décret du 20 juillet 2023 portant nomination de M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, sous-préfet de l'arrondissement de Blois ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial) ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2009-191-5 du 10 juillet 2009 autorisant l'exploitation d'une station de transit de DIB et modifiant les prescriptions des activités autorisées et exercées par les établissements MENUT rue Jacques Cœur à Saint-Ouen ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-12-26-010 du 26 décembre 2018 portant renouvellement de l'agrément centre VHU de la société MENUT pour ses installations situées 21 rue Jacques Cœur à Saint-Ouen ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 41-2023-08-21-00023 du 21 août 2023 portant délégation de signature à M. Faustin GADEN, secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher ;

Vu le courrier de la société MENUT du 23 août 2018 faisant suite à la parution du décret du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées et demandant le bénéfice d'antériorité pour certaines activités soumises à la réglementation des ICPE ;

Vu le porter à connaissance du 17 septembre 2024 de la société MENUT RECYCLAGE afin de modifier certaines conditions d'exploitation définies dans l'arrêté préfectoral n° 41-2009-191-5 du 10 juillet 2009 afin d'améliorer les conditions d'exploitation du site de Saint-Ouen ;

Vu l'avis du SDIS du 29 novembre 2024, complété le 23 décembre 2024 faisant suite à la visite du site le 12 novembre 2024 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 21 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 27 janvier 2025 à la connaissance du demandeur ;

Vu la réponse de la société MENUT RECYCLAGE du 7 février 2025 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que les activités exercées par la société MENUT RECYCLAGE ne sont pas substantiellement modifiées ;

Considérant qu'il n'est pas nécessaire de soumettre l'arrêté préfectoral aux membres du CODERST.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE

À l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 41-2009-191-5 du 10 juillet 2009, le tableau récapitulatif des ICPE est supprimé et remplacé par :

| Rubrique | Alinéa | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement et/ou Volume autorisé | Régime |
|-----------------|---------------|--|---|--|---------------|
| 2718 | 1 | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques <u>2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793.</u> La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges | 40 tonnes de batteries | La quantité maximum de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant de : 40 t | A |
| 2791 | 1 | Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j | Cisaillage : 70 t /j Découpe au chalumeau : 70 t/j | La quantité de déchets traités étant de 140 t/j. | A |

| Rubrique | Alinéa | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement et/ou Volume autorisé | Régime |
|----------|--------|--|---|--|--------|
| 2712 | 1 | Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique <u>2719</u> . 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ² . | Zones de stockage de l'installation ainsi que toutes les parties de l'installation où sont exercées des activités de traitement de dépollution d'une surface de 9200 m ² . | La surface maximale de l'installation étant de 9200 m ² | E |
| 2713 | 1 | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées <u>aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719</u> . La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ² . | Entreposage sur une surface de 10500 m ² | La surface maximale de stockage étant de 10500 m ² | E |
| 2710 | 1-b | Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique <u>2719</u> . Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t. | 6 tonnes de batteries au plomb | Le stockage maximal de batteries au plomb est de 6 tonnes | DC |

| Rubrique | Alinéa | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement et/ou Volume autorisé | Régime |
|----------|--------|---|--|--|--------|
| 2710 | 2 | Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 Collecte de déchets non dangereux Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ | Volume de 250 m ³ . | Le volume maximal stocké étant de 250 m ³ . | DC |
| 2714 | 2 | Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ . | Volume de stockage de 180 m ³ . | Le volume maximal stocké étant de 180 m ³ . | D |
| 1435 | / | Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total. | Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total. | 200 m ³ de gasoil | NC |

A (Autorisation) E (Enregistrement) DC(Déclaration avec contrôle périodique) D (Déclaration)

Article 2 : Textes applicables

Au chapitre 1.9 de l'arrêté préfectoral n° 41-2009-191-5 du 10 juillet 2009, le tableau récapitulatif des textes applicables au site est supprimé et remplacé par :

| Date | Texte |
|----------|---|
| 15/04/10 | Arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. |

| Date | Texte |
|----------|---|
| 27/03/12 | Arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial). |
| 27/03/12 | Arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial). |
| 26/11/12 | Arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. |
| 06/06/18 | Arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. |
| 22/12/23 | Arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. |

Article 3 : Localisation des points de rejet

À l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral n° 41-2009-191-5 du 10 juillet 2009, le contenu de l'article est supprimé et remplacé par :

Avant d'être mélangés et rejoindre le point de rejet E1, les différents effluents sont traités en interne. Les points de rejets internes sont au nombre de deux : I1 et I2.

I1 et I2 rejoignent le point de rejet E1.

L'exploitant bénéficie d'une autorisation de raccordement pour le rejet E1.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

| | |
|---|---|
| Point de rejet vers le milieu codifié par le présent arrêté | I1 |
| Nature des effluents Exutoire du rejet Traitement avant rejet | Eaux domestiques Réseau communal unitaire STEP de Saint Ouen. |

| | |
|---|---|
| Point de rejet vers le milieu codifié par le présent arrêté | I2 |
| Nature des effluents Exutoire du rejet Traitement avant rejet Condition de raccordement Autres dispositions | Eaux pluviales de voiries, de toiture. Réseau communal unitaire Canal de décantation + séparateur d'hydrocarbures Autorisation de raccordement Le regard de visite du séparateur est accessible en permanence. Le séparateur est vidangé par une société agréée tous les semestres au minimum. Il est doté d'une vanne d'arrêt. |

Article 4 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

À l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral n° 41-2009-191-5 du 10 juillet 2009, le contenu de l'article est supprimé et remplacé par :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux résiduaires au point référencé I2 les valeurs limites d'émission ci-dessous :

| Paramètre | Concentration maximale (mg/l) |
|------------------------------------|--------------------------------------|
| DCO | 600 |
| DCO/DBO5 | <2,5 |
| MES | 150 |
| Cu | 0,5 |
| Ni | 0,5 |
| Cr | 0,5 |
| Cr VI | 0,1 |
| Pb | 0,5 |
| Métaux totaux Fe+Al+Zn+Ni+Cu+Pb+Cr | 15 |
| HCT | 5 |

Article 5 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales exclusivement pluviales

L'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral n° 41-2009-191-5 du 10 juillet 2009 est supprimé.

Article 6 : Gardiennage et contrôle des accès

L'article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 41-2009-191-5 du 10 juillet 2009 est complété par :

Le site est doté d'un système anti intrusion et de télésurveillance fonctionnant en permanence.

Article 7 : Ressources en eau et en mousse

L'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral n° 41-2009-191-5 du 10 juillet 2009 est complété par :

Une réserve incendie d'un volume de 120 m³ est implantée sur le site dans les 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Avant la mise en place de la réserve incendie, l'exploitant prend contact avec le service prévision afin que ce dispositif soit correctement positionné. Ce point d'eau devra ensuite être réceptionné et référencé par le SDIS 41.

Caractéristiques des aires de stationnement des engins incendie :

Deux aires de stationnement DECI sont implantées au droit des deux prises directes implantées sur la colonne d'aspiration de la réserve incendie.

Les aires sont positionnées de telle sorte que les sapeurs-pompiers et leurs engins de secours en station ne soient pas exposés à des rayonnements trop importants émis par l'incendie d'un bâtiment, d'un atelier ou d'un stockage.

En tout temps, les aires de stationnement des engins incendie doit être utilisable (voirie lourde) et non utilisée à d'autres usages.

La surface totale de chaque aire doit être d'environ 40 m² (10 mètres par 4 mètres). La largeur devra être perpendiculaire à l'axe formé par le milieu des demi-raccords.

Une pente douce (environ 2 cm par mètre) doit permettre d'évacuer l'eau de ruissellement ou de refroidissement.

Tout point de l'aire de stationnement doit être situé à au moins dix mètres des aires de stockage.

Signalisation de la réserve incendie de 120 m³ :

Un panneau de signalisation est mis en place visant à diriger les services de secours vers la réserve incendie.

Un panneau de signalisation est mis en place au niveau de la réserve incendie afin d'indiquer la présence de la réserve, sa destination et sa capacité.

Son numéro de référencement DECI sera indiqué lorsque qu'il sera réceptionné et référencé par le SDIS 41.

Un panneau de signalisation et une signalisation au sol visant à interdire le stationnement sur l'aire de stationnement DECI sont mis en place.

La réserve incendie doit être protégée afin d'éviter que des eaux d'extinction ne viennent la polluer.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Article 8 : Implantation

L'article 8.2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 41-2009-191-5 du 10 juillet 2009 est complété par :

Les stockages des Aluminium/Fonte/ Inox sont séparés par des Mega blocs en béton implantés conformément au plan du porter à connaissance du 17 septembre 2024.

L'article 8.2.1.2.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 41-2009-191-5 du 10 juillet 2009 est complété par :

Les DIB et les cartons sont stockés en bennes fermées. Des Mega blocs en béton séparatif sont implantés conformément au plan du porter à connaissance du 17 septembre 2024.

Article 9 : Registre de suivi des déchets sur le site

À l'article 8.2.1.6.6 de l'arrêté préfectoral n° 41-2009-191-5 du 10 juillet 2009 le contenu de l'article est supprimé et remplacé par :

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées, un registre des expéditions où il consigne pour chaque véhicule sortant des déchets :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

L'installation est exonérée des obligations de traçabilité entre les déchets entrants et sortants pour les flux de déchets ayant subi une transformation importante *et/ou un regroupement* qui ne permet plus d'assurer cette traçabilité.

Pour les déchets bénéficiant de la rupture de traçabilité, l'exploitant de l'installation de traitement devient le producteur subséquent de ces déchets. Il indique sur le registre des admissions que ce déchet fait l'objet d'une rupture de traçabilité.

Un bilan global des matières entrantes et sortantes du site est réalisé. Ce bilan est mis à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 10 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Article 11 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception. Celui-ci l'affichera, en permanence, de façon visible dans son installation. Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Loir-et-Cher.

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers : une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Ouen, et peut y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Ouen pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- publiée sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher, pendant une durée minimale de quatre mois.
- adressée au sous-préfet de l'arrondissement de Vendôme ;
- adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 12 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Loir-et-Cher, le sous-préfet de l'arrondissement de Vendôme, la maire de Saint-Ouen et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le **11 FEV. 2025**

Pour le préfet de Loir-et-Cher, et par délégation
Le secrétaire général

Faustin GADEN

Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, cet arrêté peut être déféré auprès du tribunal administratif d'ORLÉANS, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLÉANS Cedex :

1. par les pétitionnaires ou exploitants dans les deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de deux mois à compter de :
 - a – l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b – de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Loir-et-Cher prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à partir du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Préfet de Loir-et-Cher – Place de la République – BP 40299 – 41006 BLOIS CEDEX) ou hiérarchique auprès de Madame la ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 Paris-la-Défense Cedex dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux points 1 et 2.

L'auteur de l'un quelconque de ces recours doit le notifier à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité de celui-ci. Cette double notification doit intervenir dans les quinze jours du dépôt du recours.